



Observatoire européen de l'emploi 2019: évolutions de la structure de l'emploi au niveau régional

Introduction

Il est de plus en plus manifeste que les disparités économiques régionales au sein des États membres de l'UE ont tendance à se creuser. Certaines régions, généralement les régions des capitales et les grands centres métropolitains, se portent bien mieux que d'autres. Si elles ne sont pas maîtrisées, ces divergences pourraient compromettre la cohésion sociale et territoriale.

L'accroissement des inégalités entre régions contribue à la désaffection à l'égard des systèmes politiques existants, affaiblissant ainsi les liens sociaux qui sous-tendent nos systèmes démocratiques.

Ce rapport analyse les évolutions de la structure de l'emploi des régions de l'Union européenne (UE). L'identification des évolutions par profession et par secteur, et des variations d'une région à l'autre, peut aider les responsables politiques à comprendre comment les changements structurels favorisent des déséquilibres dans les modèles de croissance régionale.

L'analyse compare les tendances en matière de croissance et de recul de l'emploi dans quatre types de régions: les régions des capitales, les régions principalement urbaines, intermédiaires et principalement rurales. Elle porte sur 130 régions, sur la période 2002-2017, dans neuf des plus grands États membres: la Belgique, la République tchèque, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni. Ces régions représentent près de quatre travailleurs sur cinq dans l'UE.

Contexte politique

Les régions revêtent une importance notable dans l'élaboration des politiques de l'UE, notamment dans la politique de cohésion. Elles sont les unités territoriales de base pour la mise en œuvre de cette politique qui représente près d'un tiers du budget total de l'UE. Jusqu'à présent, l'UE a mené à bien son objectif de réduction des disparités économiques entre les États membres.

Conjuguée au ratrappage économique, la politique régionale a favorisé une croissance plus rapide du PIB par habitant dans les États membres d'Europe centrale et orientale au cours des quinze dernières années, tout comme elle avait permis à d'anciens pays candidats à l'adhésion, tels que l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, de se rapprocher économiquement des États membres fondateurs de la Communauté européenne.

Mais, ces dernières années, les disparités économiques entre les régions de nombreux États membres se sont manifestement creusées. Ce pourrait être l'un des facteurs qui aliment la désaffection des citoyens européens envers les partis politiques établis et l'émergence rapide d'alternatives populistes aptes à tirer un avantage de cette désaffection, comme le suggèrent les schémas électoraux.

Principales conclusions

La population et l'emploi ont nettement plus progressé dans la région de la capitale des neuf États membres que dans les autres régions de ces pays. Sur la période 2002-2017, l'emploi a augmenté de 19 % dans les régions des capitales, contre 10-12 % ailleurs, une évolution qui reflète leur part croissante dans la production économique nationale. Les zones métropolitaines de Londres, de Paris et de Stockholm représentaient au moins 30 % du PIB de leur pays respectif.

Les régions des capitales sont caractérisées par une très large part de l'emploi dans le secteur des services. Dans ces régions, la désindustrialisation a eu lieu plus tôt et plus rapidement que dans les autres régions, mais leur spécialisation précoce dans les services semble fortuite par rapport à l'évolution moderne vers une économie fondée sur les services. Près de 75 % de l'emploi et de la production économique au niveau national se trouvent aujourd'hui dans le secteur des services, un taux qui atteint jusqu'à 85 % et plus dans de nombreuses régions de capitales.

Dans les neuf États membres, la structure de l'emploi a évolué globalement de manière positive (augmentation du nombre net de nouveaux emplois bien rémunérés), s'accompagnant d'une légère polarisation (croissance des emplois faiblement rémunérés un peu plus forte que celle des emplois moyennement rémunérés). Néanmoins, les régions des capitales semblent être un vecteur important de polarisation de l'emploi. Elles représentent une proportion excessivement élevée d'emplois bien rémunérés et hautement qualifiés dans les services à forte intensité de connaissances, mais enregistrent aussi une augmentation de la part des emplois faiblement rémunérés sur la période étudiée.

Malgré les clivages économiques croissants entre les régions des capitales et les autres régions, il apparaît que la structure de l'emploi au niveau régional converge actuellement vers la structure de l'emploi moyenne en Europe. En Pologne, par exemple, la rapide contraction du secteur agricole au cours des dernières décennies et la croissance correspondante de l'emploi dans l'industrie manufacturière et surtout dans les services, ont largement contribué à la convergence ascendante. Dans le même temps, la structure de l'emploi dans un pays donné est de plus en plus variable d'une région à l'autre, alors que les différences entre les États membres tendent à se réduire ou se stabiliser.

Les pays et les régions affichant la plus forte résilience de l'emploi dans l'industrie manufacturière (la République tchèque, la Pologne et certaines régions allemandes) sont ceux où les emplois moyennement rémunérés ont le mieux résisté.

Recommandations politiques

Si l'UE a réussi à réduire les disparités économiques entre les États membres, les inégalités sociales n'ont cessé de s'accroître et, plus récemment, l'inégalité croissante entre les régions au sein de ces pays est devenue un sujet de préoccupation pour la population et les responsables politiques.

L'investissement public, par exemple sous la forme d'emplois dans les services publics, est un élément essentiel pour soutenir une croissance plus équilibrée au niveau régional, car les emplois dans l'éducation, la santé et les administrations publiques ont généralement des niveaux de rémunération supérieurs à la moyenne et sont plus également répartis sur le plan géographique.

La mobilité régionale est considérée comme un antidote aux déséquilibres de la croissance, les personnes étant encouragées à se déplacer des régions en déclin vers celles à forte croissance. Mais les régions défavorisées risquent d'être encore plus laissées pour compte. Le besoin d'intégration est tout aussi important pour les régions que pour les individus et encore plus pressant dans les régions confrontées au déclin industriel ou à la dépopulation.

Avec la numérisation croissante de l'économie et, dans la mesure où, bien souvent, le travail peut être effectué indépendamment du lieu de travail, l'accès universel au haut débit de qualité est un bon exemple des mesures pouvant contribuer à la dispersion spatiale du travail. Toutefois, les emplois de qualité – souvent des emplois qui pourraient, en principe, être effectués à distance ou virtuellement – ont eu tendance, dans la pratique, à se concentrer davantage dans les grandes régions urbaines, souvent des capitales. Bien que la connectivité soit utile, elle ne peut apporter qu'une réponse partielle au problème des disparités régionales en matière de croissance.

La politique régionale de l'UE devrait continuer à aider les régions défavorisées à ne pas se laisser encore plus distancer par celles plus puissantes. Les investissements dans les infrastructures permettent de consolider les liens entre les régions et les différents types de régions. Les investissements dans le capital humain (par exemple, via le Fonds social européen et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation) aident les personnes et les entreprises de ces régions à s'adapter à l'évolution des besoins du monde du travail. Ces politiques sont à même d'atténuer la concentration excessive de l'activité économique dans certaines zones et la déconnexion territoriale dans d'autres.

Informations complémentaires

Le rapport *European Jobs Monitor 2019: Shifts in the employment structure at regional level* est disponible à l'adresse:
<http://eurofound.link/ef19036>

Directeur de recherche: John Hurley

information@eurofound.europa.eu